

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 11 JAN. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRANDJOUAN Paul (Quimper)

29 rue Marcel Paul
29000 Quimper

Références : ENV-D-24.0018
Code AIOT : 0005504306

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement GRANDJOUAN Paul implanté 29 RUE MARCEL PAUL, ZAC DE KERDRONIOU, QUIMPER (29000). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDJOUAN Paul
- 29 RUE MARCEL PAUL, ZAC DE KERDRONIOU, QUIMPER
- Code AIOT : 0005504306
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRANDJOUAN PAUL exploite à QUIMPER un de tri / transit / regroupement de déchets non dangereux et de déchets dangereux sur le site de Kerdroniou à Quimper. L'autorisation initiale d'exploiter cette installation avait été accordée par arrêté préfectoral du 25 janvier 2002.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La Situation administrative du site ;
- La procédure à mettre en œuvre en cas d'identification de déchets non admissibles ;
- Le registre incendie ;
- Le contrôle des émergences sonores ;
- Les contrôles des effluents aqueux et notamment les eaux pluviales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 1	Mise en demeure, dépôt de dossier	9 mois
2	Le contrôle des émergences sonores	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Le registre incendie	Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 31	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

1 s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Le contrôle des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 44
4	La procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles	Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 28

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 18/06/2018, article 11-III
7	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
8	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, trois non-conformités majeures ont été identifiées, entraînant une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

1.1 Régularisation de la situation administrative :

L'exploitant a admis exploiter une installation de broyage de bois déchets de classe B et un centre de transit de déchets non dangereux sans l'autorisation requise, nécessitant une régularisation de la situation administrative.

1.2 Le non-respect des niveaux d'émergences sonores :

Des dépassements des émergences sonores autorisées ont été constatés au sein d'une Zone à Émergence Réglementée, qui se trouve en partie sud/sud-ouest à moins de 50 mètres des limites d'installations, et en limite de propriété. D'après le rapport de l'Apave, ces dépassements sont imputables à l'activité de broyage de bois déchets.

1.3 La réalisation des exercices d'évacuation incendie :

Les exercices d'évacuation incendie n'ont pas été effectués depuis avril 2019 alors que la réglementation exige une périodicité de 6 mois.

En raison de ces non-conformités, il est proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure et de régularisation.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est donc joint au présent rapport. En application des articles L.171-6 du Code de l'Environnement une copie de ce rapport est transmise à l'exploitant, notamment dans le cas du contradictoire à réaliser sur le projet d'arrêté.

Trois autres écarts ont été mis en évidence, qui nécessitent une mise en conformité rapide de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 1					
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative					
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Paul GRANDJOUAN, dont le siège social est situé à NANTES, rue des Abattoirs, est autorisée à exploiter au lieu-dit ZAC de Kerdroniou, commune de QUIMPER, un centre transit de déchets ménagers et industriels et comprenant les installations classées suivantes : [...]</p>					
<p>Constats :</p> <p>Le pétitionnaire a caractérisé son site en date du 08/06/2021. Le tableau ci-dessous détaille la caractérisation de celui par rapport à la situation administrative autorisée.</p>					
Rubrique	Nature	Quantité totale	Régime en vigueur	Régime autorisé	Caractérisation du site au 08/06/2021
2716-2	Transit de déchets non dangereux non inertes issus de collecte sélective (OMR)	825 m ³	DC	DC	<p>Le site comprend les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plâtre : 300 m³ ; - Déchets d'éléments d'ameublement (DEA) : 650 m³ ; - Encombrants / DIB / Incinérables / OM : 1200 m³ (les encombrants étaient considérés dans la rubrique 2714). <p>Soit un total de 2 150 m³ avec les encombrants.</p> <p>Le volume total dépasse 1 000 m³, seuil de classement de l'activité sous le régime administratif de l'enregistrement.</p> <p>L'exploitation est donc en situation irrégulière.</p>
2714-1	Transit de déchets non dangereux de papiers, plastiques, bois, etc hors 2710, 2711 et 2719	3485 m ³	E	A	<p>Le site comprend les catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Papiers : 300 m³ ; • Cartons : 550 m³ ; • Plastiques : 650 m³ ; • Bois de classe A : 420 m³. <p>Soit un total de 1 920 m³ sans les encombrants.</p> <p>Les prescriptions applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 et de l'arrêté ministériel du 06/06/18.</p>
2713-2	Transit de métaux et déchets de métaux	300 m ²	D	D	<p>L'exploitant déclare posséder une benne de 50 m².</p> <p>La surface étant inférieure à 100 m², cette installation n'est plus classée.</p>
2718-1	Transit ou tri de déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses	24 t	A	A	<p>L'exploitant précise qu'il ne s'agit pas de 24 t de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes mais de 24 t de DASRI.</p>

2711-2	Transit, regroupement, tri des équipements électriques mis au rebut DEEE	100 m3	DC	DC	L'exploitant estime que son volume est dorénavant de 150 m ³ .
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux	/	/	/	<p>L'exploitant déclare exploiter une installation de broyage de bois déchets, de classe B.</p> <p>Le volume estimé est de 300 t/jour.</p> <p>Selon le rapport des émergences sonores du 14/06/2022, l'activité de broyage de bois fonctionne à raison de 2 campagnes par mois, sur 2 jours.</p>
1435-2	Réservoirs à carburant de véhicules	/	/	/	<p>L'exploitant déclare que le site est équipé d'une cuve double alvéole permettant de stocker un volume de 35 000 L de Gazole et 5000 L de Gazole Non Routier (GNR).</p> <p>Il précise avoir distribué un volume supérieur à 500 m³ en 2022. En conséquence, il devrait se conformer au régime de la Déclaration.</p> <p>Cependant, l'exploitant indique qu'il met en œuvre des mesures visant à réduire ce volume et qu'il assure un suivi rigoureux pour éviter de dépasser la limite de 500 m³ annuels.</p>
<p>Pour conclure, lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré exploiter une installation de broyage de bois déchets, de classe B, au titre de la rubrique 2791, sans disposer de l'autorisation requise.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, la capacité de l'installation est estimée à 300 tonnes par jour, ce qui la place sous le régime d'autorisation.</p> <p>Cette installation broyage de déchets bois, au titre de la rubrique 2791, n'est pas régulièrement autorisée.</p> <p>Il en est de même pour son installation de transit de déchets non dangereux non inertes issus de la collecte sélective (OMR). Celle-ci relève de la rubrique 2716-1 et n'est pas enregistrée.</p>					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier					
Proposition de délais : 9 mois					

N° 2 : Le contrôle des émergences sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Le contrôle des émergences sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>[...]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé une évaluation des émergences sonores du 22 au 23 mars 2022, pendant le fonctionnement de l'activité de broyage de bois, à partir de 6h.</p> <p>Il est à noter que la période de 6h à 7h est catégorisée comme période nocturne.</p> <p>Les conclusions de l'analyse menée par l'Apave, rapport du 14 juin 2022, se résument comme suit :</p> <p>Pour les niveaux en limite de propriété :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dépassement du seuil limite admissible au point C en période diurne, en présence d'une activité broyage ;• Dépassement du seuil admissible au point A en période nocturne, en présence d'une activité broyage ;• Le niveau sonore engendré par les équipements est un bruit stable de l'ordre de 60 dB(A) au point A et au point B. Les dépassements sur le créneau 06h00-07h00, est lié à l'activité de broyage et aux mouvements de camions sur le parc extérieur (proximité des points de contrôle avec les camions). <p>Pour les émergences en Zone d'Émergence Réglementée (ZER) :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dépassement de l'émergence autorisée au point B pendant la période nocturne en présence de l'activité de broyage. En journée, l'activité de broyage se démarque du bruit résiduel (45 dB(A)), ce qui induit un dépassement de +9 dB(A) de l'émergence autorisée <p>Ces écarts sont imputables à l'activité de broyage de bois sur la plateforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : le contrôle des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, le contrôle des effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales collectées sur les aires étanches et susceptibles d'être polluées doivent transiter par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>[...]</p> <p>Au droit du rejet, les caractéristiques des eaux doivent respecter les valeurs limites ci-après</p> <ul style="list-style-type: none">- hydrocarbures totaux : 10 mg/L ;- DCO : 125 mg/L ;- MES : 35 mg/L.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les résultats des analyses effectuées sur ses effluents pour l'année 2021.</p> <p>Il précise qu'il réalise habituellement deux entretiens du débourbeur déshuileur chaque année et que les analyses lui permettent de déterminer le moment opportun pour effectuer ces entretiens.</p> <p>Trois analyses ont été effectuées sur les eaux pluviales collectées sur le site en 2021.</p> <p>L'une de ces analyses, datée du 26/11/2021, révèle un dépassement significatif en Matière en Suspension (304 mg/L, dépassant la valeur limite de 125 mg/L autorisée) et en DCO (304 mg/L, dépassant la valeur limite de 125 mg/L autorisée).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : La procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, La procédure d'urgence en cas d'identification de déchets non admissibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.</p> <p>Une procédure d'urgence doit être établie et faite l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance la procédure à suivre en cas de réception de déchets non-conforme. Cette procédure a été mise à jour le 07/11/2021.</p> <p>L'organigramme sur la gestion des déchets non admis précise que le déchet doit être repris par le client sous 24 ou être évacué en filière agréée.</p> <p>Cependant, il a été observé que cette procédure ne spécifie pas la nécessité d'informer de l'inspection des installations classées en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Le registre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2003, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Le registre incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs pompiers. L'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.</p> <p>Des essais et des exercices sont prévus tous les six mois. Les dates et les observations auxquels ils peuvent donner lieu sont consignés sur le registre d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a élaboré un mode opératoire pour isoler le site en cas d'incendie ou de pollution, préconisant la fermeture des vannes du bassin d'orage pour éviter tout rejet à l'extérieur.</p> <p>Cependant, lors de la consultation du registre d'exercices d'évacuation incendie, il a été constaté que les derniers exercices datent d'octobre 2018 et avril 2019. Ces exercices ont révélé des problématiques importantes, telles qu'un dysfonctionnement du système d'alarme à deux reprises et des difficultés à fermer les vannes du bassin.</p> <p>Ces exercices n'ont pas été poursuivis et que le registre ne précise pas si les difficultés rencontrées en 2018 et 2019 ont été résolues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/06/2018, article 11-III
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol de l'aire de stockage des déchets de bois et des déchets de plastiques est constitué d'enrobé et est globalement en bon état sur la partie visible.</p> <p>Le sol de l'aire de stockage des déchets papiers, des cartons, des encombrants, du plâtre repose sur une dalle en béton en bon état sur la partie visible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pignes, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri des déchets sont distinctes. Leur identification pourrait être améliorée avec un panneau d'affichage.</p> <p>L'absence de dispositif pour évaluer le volume des stocks, notamment pour l'entreposage des encombrants et des déchets de bois, a été constatée.</p> <p>Une maison d'habitation se trouve à 50 mètres de l'entreposage des déchets de bois, la hauteur ne dépassait pas 3 mètres lors de l'inspection, mais la surface d'entreposage semblait importante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection que les déchets étaient triés en fonction de leur nature.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

